

INFORMATIONS
OUVRIÈRES
nouvelle série

N° **88** (2482)
Semaine du
11 au 17 mars 2010
1,5 euro (soutien 2 euros)
ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

5787
abonnés reçoivent
ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Sarkozy annonce une modification "du mode de financement de notre protection sociale"

Avec les retraites, c'est toute la Sécurité sociale qui est visée

C'est un pactole de 500 milliards ! Le 4 mars, Nicolas Sarkozy a demandé aux « partenaires sociaux » et au Parlement de revoir le financement de toute la protection sociale. Accepter ce « débat », n'est-ce pas mettre le doigt dans un engrenage infernal ?

Pages 2 et 3

La véritable histoire du 8 mars

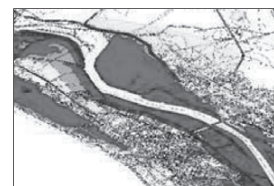
Il y a un siècle, l'Internationale ouvrière décide la création de cette journée internationale de combat contre le capitalisme.

Page 15



A plus de 93 %, les Islandais ont dit non au remboursement des spéculateurs

Page 10



Dossier
La tempête Xynthia

Les lois de décentralisation et le démantèlement du ministère de l'Équipement ont eu des conséquences meurtrières.

Page 6



Le Parti en campagne
"Stop, ne touchez pas à nos retraites !"

Meetings à Rennes, Strasbourg, Sarreguemines, Lille et Saint-Julien-du-Sault.

Pages 8 et 9



Guadeloupe
Interview d'Elie Domota

Le dirigeant syndicaliste du LKP dénonce la répression des militants par l'État français.

Page 14



Nicolas Sarkozy, le 4 mars, aux états-généraux de l'industrie, à Marignane (Bouches-du-Rhône).

Photo AFP

Nicolas Sarkozy confirme les objectifs de la "réforme" des retraites : "On mettra tout sur la table", y compris "le taux de prélèvement sur les salaires", qu'il juge trop élevé pour les entreprises.

Exiger un "débat" sur les retraites ? C'est exactement ce que veut le gouvernement !

Je dis aux parlementaires et aux partenaires sociaux : il va falloir qu'on travaille sur le sujet. » A Marignane, le 4 mars,

Nicolas Sarkozy a exigé un nouveau « débat ». Pas seulement sur les retraites, mais sur le financement de la protection sociale collective, rien de moins. « Débat » de ceci, « états généraux » de cela, « table ronde » ou « Grenelle » d'autre chose... Qu'il s'agisse des retraites, des plans de licenciements à Total ou ailleurs, des aléas climatiques justifiant de nouveaux impôts, la méthode du gouvernement est toujours la même. Il « concerta », il fait élaborer des « diagnostics partagés » ; les intérêts particuliers des travailleurs sont d'emblée effacés au profit de « grandes causes » ou de la nécessité déclarée impérative de « réformer »... au bénéfice des patrons et des spéculateurs.

En recevant les confédérations syndicales le 15 février, Nicolas Sarkozy avait d'emblée déclaré que la réforme des retraites « est trop importante pour qu'elle ne soit pas conduite de manière concertée, ouverte, et sur la base d'un diagnostic partagé ». « Il n'est pas question de passer en force, assurait-il, nous prendrons le temps nécessaire pour dialoguer », promettant « un débat approfondi ».

En même temps, il laisse clairement entendre qu'il faudra augmenter la durée de cotisation pour tout le monde et remettre en cause la règle de calcul des pensions des fonctionnaires, basée sur les six derniers mois.

Bref, la conclusion de ce prétendu débat est connue d'avance. Mais pour le gouvernement, le plus important, c'est qu'il ait lieu.

Le soir même, les directions des organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA déclarent qu'elles s'inscriront dans la stratégie gouvernementale : « Les rendez-vous fixés par le président de la République, disent-elles, doivent être l'occasion d'apporter des solutions favorables aux salariés. »

Les travailleurs refusent de devoir travailler plus longtemps. Cette exigence est-elle compatible avec le « débat » voulu par le gouvernement ? Personne n'ignore que sa « réforme » n'a qu'un seul but : donner des gages aux marchés financiers et à l'Union européenne. Ces dirigeants affirment ensuite « leur volonté d'agir pour que le débat sur les retraites prenne en compte l'ensemble des questions tant au niveau du privé que du public, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité, le Code des pensions et la réduction des inégalités ».

LE GOUVERNEMENT, LÀ ENCORE, MET EN PLACE UN DISPOSITIF AUQUEL IL VOUDRAIT ATTACHER LES ORGANISATIONS SYNDICALES

Mais de quel « débat » s'agit-il ? Dans un discours aux fonctionnaires, à Laon, le 2 mars, Sarkozy déclare que « la réforme vaudra pour tout le monde », du public comme du privé. Et concernant la règle du calcul des pensions sur les six derniers mois, il confirme : « On mettra tout sur la table. » Est-ce une réponse aux initiateurs de la journée d'action du 23 mars, qui veulent que ce « débat » prenne « en compte l'ensemble des questions » ? « La question du calcul de la pension sur les six derniers mois de salaire dans la fonction publique se pose évidemment », déclarait déjà le Premier ministre, François Fillon, le 1^{er} février. « On va en discuter avec les organisations syndicales », précise le 3 mars le ministre du Budget, Eric Woerth.

Le 4 mars, Nicolas Sarkozy, en tirant le bilan des états généraux de l'industrie, pointe un « sujet central » : « Le taux de prélèvement sur les salaires, qui est unique en Europe. » Il ajoute : « Le mode de financement de notre protection sociale est un sujet majeur. » Derrière les retraites, c'est le principe même des cotisations sociales finançant la Sécurité sociale qui est en jeu, pour augmenter les profits patronaux. Pour y parvenir, le gouvernement, là encore, met en place un dispositif auquel il voudrait attacher les organisations syndicales : « Je souhaite qu'une conférence nationale de l'industrie se réunisse régulièrement pour prolonger les travaux des états généraux, dit Sarkozy. Nous avons besoin d'une instance qui rassemble les entreprises, les salariés, les filières et le gouvernement à intervalles réguliers. » Y. L. ■

Chiffres

10,2
contre
30,7

Le premier nombre, c'est, en milliards d'euros, le « déficit » du régime général de la Sécurité sociale, retraites comprises, en 2008. Le deuxième, c'est, en milliards aussi, le montant des exonérations de cotisations sociales accordées au patronat la même année. Trois fois le prétendu déficit de la Sécu !

Total : une "victoire", vraiment ?

Suscitant la colère des travailleurs, la direction de Total a confirmé, le 8 mars, la fermeture de la raffinerie des Flandres, près de Dunkerque. Et pourtant, les salariés ont fait grève pendant plus d'un mois : ils avaient été ensuite rejoints par leurs camarades des autres raffineries pendant une semaine. Mais le 23 février, on leur a fait reprendre le travail sans aucune garantie.

« Victoire ! », titrait pourtant un tract du PCF. Marie-George Buffet s'exclama : « Les salariés de Total ont obtenu que leur entreprise qui fait des bénéfices ne licencie pas. Nous devons l'obtenir pour tous les salariés. » Tu parles !

Et le PCF ajoutait : « Il s'agit maintenant que le gouvernement mette en place la table ronde, réclamée par les syndicats, sur l'avenir de l'industrie pétrolière dans notre pays. »

Le PS, pour sa part, exigeait des « actes » de Total et du gouvernement, à savoir « l'obligation de proposer un plan de sauvegarde de l'emploi qui assure le reclassement et la reconversion dans un emploi de catégorie équivalente de l'intégralité des salariés concernés ».

Tout a été fait pour effacer la revendication qui a soudé la grève au départ — le redémarrage de la raffinerie des Flandres avec le maintien de tous ses emplois — pour la remplacer par l'exigence d'un « débat », d'une « table ronde ». Tout cela n'a servi qu'à désarmer les travailleurs et à accompagner la fermeture du site.

N'est-ce pas à cette même opération, à une tout autre échelle, que l'on nous prépare sur les retraites, avec une « journée d'action » prévue le 23 mars dont la seule revendication est celle d'un « débat » ?

Un « débat » pour quoi faire ? Pour « réformer » les retraites ?

Derrière la contre-réforme des retraites

Un coup majeur se prépare contre le financement de toute la Sécurité sociale

Les partis de « gauche » soutiennent la journée d'action du 23 mars pour l'ouverture d'un « débat » sur les retraites. Chacun, aussi, propose de « nouveaux financements ». Or Nicolas Sarkozy vient de déclarer qu'il va proposer au Parlement et aux syndicats de plancher sur un nouveau mode de financement de la protection sociale diminuant le « coût du travail »...

Attention, une contre-réforme peut en cacher une autre. Derrière celle des retraites, une autre se profile : celle du financement de toute la Sécurité sociale et des différents régimes de protection sociale collective. Nicolas Sarkozy, le 4 mars, a décidé de lancer un débat sur la question avec les « partenaires sociaux » et le Parlement, donc avec les partis d'opposition.

Pour les patrons et l'Etat, l'enjeu est immense. Tous régimes confondus, cela représente près de 500 milliards d'euros ! Ce pactole les fait tous saliver depuis des décennies.

« Faire financer la totalité de notre protection sociale sur la seule valeur travail », c'est un « problème », déclare Sarkozy, « on ne peut plus continuer à fonder tout notre système exclusivement sur la taxation du travail ».

La « taxation du travail » ? Mais ces 500 milliards, ce ne sont pas des « taxes » qu'on paie, ce sont des cotisations sociales, c'est-à-dire une partie (essentielle) du salaire reçu par chaque travailleur et qui est directement versé par les patrons à la Sécurité sociale et aux organismes de protection sociale. Cela finance les retraites, les soins de santé, les hôpitaux, les allocations familiales, les indemnités des accidents du travail...

C'est ce qui fait toute la différence entre la France et les Etats-Unis, par exemple, où règnent les assurances privées et les fonds de pension. Le président du groupement patronal des fédérations industrielles, Yvon Jacob, se félicite de cette annonce gouvernementale, y voyant « d'abord, la volonté clairement affichée de diminuer le coût du travail par un allègement, d'une manière ou d'une autre, des charges sociales » (Les Echos, 5 mars). Le même appelait dans La Tribune (1^{er} mars) à remettre « à plat le financement des régimes sociaux, en supprimant par exemple le financement des allocations familiales par les entreprises. Il y a urgence. Si nous voulons que nos entreprises fassent plus de profit (...), il ne faut plus qu'elles financent à elles seules des pans entiers de la protection sociale. »

Au moins, ce patron a le mérite de la clarté. Tout cela, c'est donc pour que les « entreprises fassent plus de profit »...

Mais qu'est-ce qui permet à Nicolas Sarkozy de prétendre porter un tel coup ? Du PS au NPA, tous s'inscrivent dans le « débat » sur les retraites proposé par le gouvernement. Et en plus, ils réclament, eux aussi, une « réforme du financement » (lire ci-contre). Bien sûr, c'est souvent au nom de la « taxation du capital », d'une « autre répartition des richesses », etc. Mais n'est-ce pas ainsi mettre le doigt dans un terrible engrenage ?

Il n'est pas plus besoin de « réforme » des retraites que de « réforme » du financement. Que les patrons commencent par restituer les exonérations de cotisations sociales (plus de 30 milliards d'euros l'an dernier) !

Y. L. ■



Photo AFP

« Si nous voulons que nos entreprises fassent plus de profit (...), il ne faut plus qu'elles financent à elles seules des pans entiers de la protection sociale »

Le président du groupement patronal des fédérations industrielles, Yvon Jacob

Industrie

Les 6 000 emplois des chantiers navals de Saint-Nazaire sont menacés. Les ouvriers manifestent dans l'unité.

De notre correspondant à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique)

« La France doit demeurer une grande nation industrielle », a claironné Nicolas Sarkozy, le 4 mars, pour justifier des milliards d'euros de subventions supplémentaires au patronat et les attaques contre la protection sociale collective pour abaisser le « coût du travail ». Dans tout le pays, les travailleurs, eux, risquent de perdre à chaque instant leur travail. A Saint-Nazaire, les travailleurs des chantiers navals se mobilisent pour la nationalisation de leur entreprise.

Les plus graves menaces pèsent sur les chantiers navals STX de Saint-Nazaire. Après le renvoi des intérimaires, la direction a annoncé début février près de 480 000 heures de chômage partiel pour mars, avril et mai, la moitié des salariés devant être touchés à la mi-mai.

Les chantiers STX représentent environ 6 000 emplois, dont environ la moitié en sous-traitance. L'annonce, mardi 2 mars, de la signature d'une lettre d'intention entre l'armateur italien MSC et les chantiers pour la commande d'un nouveau paquebot n'apaise pas les inquiétudes, puisque, selon tous les syndicats, cette commande n'est pas capable à elle seule de redonner de l'activité à tous les secteurs ni de nature à assurer la survie à long terme des chantiers.

Après plusieurs réunions des unions départementales syndicales, un rassemblement devant les chantiers, à l'appel de la CFDT, de la CGT, de FO, de la FSU, de Solidaires et de l'UNSA, a



Photo DR

eu lieu le 3 mars, l'appel à ce rassemblement demandant en particulier à l'Etat de « simplifier totalement pour garantir l'avenir des chantiers navals, y compris en devenant l'actionnaire majoritaire ». Auparavant, une délégation FO, composée de la section syndicale du chantier, de l'union départementale de Loire-Atlantique et l'union locale de Saint-Nazaire, avait rencontré de nombreux élus politiques et représentants de l'Etat, leur demandant de se prononcer sur cette exigence, ce qu'ils ont pratiquement tous fait.

Le rassemblement suivi d'une manifestation jusqu'à la préfecture a rassemblé des milliers de travailleurs, des chantiers, bien sûr, mais également d'Airbus, de la fonction publique

territoriale ainsi que des enseignants. Le mot d'ordre de « Nationalisation » a été entendu tout au long du trajet.

Par ailleurs, à l'initiative d'un élu PS de la région nantaise, un appel intitulé « Pour garantir le maintien du chantier naval, il est urgent que l'Etat prenne la majorité du capital » circule parmi les élus du département. Cet appel, où l'on peut lire « il est urgent que l'Etat prenne enfin ses responsabilités, y compris en procédant à la nationalisation de cette entreprise », a déjà recueilli une centaine de signatures de maires, de conseillers municipaux, sénateurs et conseillers généraux. Un point presse sera effectué mercredi par cet élu pour décider des suites à donner à cet appel. ■

Ce qu'ils en disent

“POUR UN DIAGNOSTIC AUSSI PARTAGÉ QUE POSSIBLE”

Pour le bureau national du PS, la journée d'action du 23 mars, appelée par la CFDT, la CGT, la FSU, Solidaires, l'UNSA, « est l'occasion de rappeler le gouvernement à ses responsabilités » (communiqué du 16 février). Le PS préconise « un diagnostic qui doit être autant partagé que possible avec les organisations syndicales », suivi d'un « dialogue national ». Il revendique « l'introduction de nouvelles ressources dans le système, avec notamment l'élargissement des cotisations à la valeur ajoutée » (communiqué du 26 janvier). « Quand le gouvernement lèvera le tabou du financement du système (...), nous discuterons » (le porte-parole du PS, Benoît Hamon, 16 février).

PCF POUR LE “FINANCEMENT D'UNE RÉFORME MODERNE”

Pour le PCF, « les perspectives d'une journée de mobilisation le 23 mars ont notre accord et notre total soutien » (communiqué du 17 février). Le PCF défend le « financement d'une réforme moderne », proposant de « faire contribuer les revenus financiers des sociétés, des banques et des entreprises en fonction de leurs politiques d'emploi, de qualification, de salaires et d'investissement ».

“D'AUTRES CHOIX POUR ASSURER LE FINANCEMENT”

Le NPA et le Parti de gauche défendent « d'autres choix pour assurer le financement des pensions pour l'ensemble des salariés. Ils nécessitent une autre répartition des richesses en prenant sur les revenus du capital (...). Le débat sera lancé officiellement par le gouvernement de droite en avril pour déposer un projet de loi en septembre prochain (...). Les organisations syndicales annoncent une journée de grève et de manifestation le mardi 23 mars. Nous la soutenons pleinement et ferons tout pour qu'elle soit une réussite » (communiqué commun du 24 février).

ÉDITORIAL

Proche de l'Europe ?

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

« L'Europe de Maastricht, des fonds de pension et des spéculateurs nord-américains. Et c'est une bonne chose. Mais en refusant de rembourser 10 000 euros par habitant pour la faillite d'une banque, le peuple islandais se rapproche du peuple grec, qui combat contre le pillage de la nation et de tous les peuples d'Europe. Mais comment comprendre que les partis de « gauche » islandais (au gouvernement) aient refusé d'appeler à voter non ?

Sous une autre forme, ces problèmes se trouvent posés chez nous à l'occasion des élections régionales. Tous les partis qui s'y présentent proposent une politique régionale, des objectifs régionaux, acceptant le cadre de l'Europe des régions ». L'Union européenne, en effet, impose que les nations soient morcelées en « régions », facilitant la privatisation et le démantèlement des conquêtes sociales et des droits ouvriers. La même Union européenne, rappelons-le, interdit d'interdire les licenciements au nom de la concurrence libre et non faussée.

A quelques jours de l'élection régionale, la direction de Total vient d'annoncer la fermeture de la raffinerie de Dunkerque. A la question : « Total, vous le nationalisez ? », Martine Aubry répond : « Non, bien sûr (...). Total (...) doit mettre tous les moyens pour reclasser ses salariés et recréer sur le territoire autant d'emplois qu'elle en a supprimés » (Paris Match, 3 mars). La même Martine Aubry appelle les Français à « voter pour des régions qui les protègent (...) en matière de formation, d'économie, d'emplois ».

Et du côté du Parti communiste français ? L'éditorialiste de L'Humanité, ce 9 mars, oppose l'annonce de la fermeture du site des Flandres à la promesse faite par le gouvernement d'une « table ronde spécifique à l'avenir de la raffinerie des Flandres ». Comme si cette table ronde annoncée il y a quinze jours n'avait pas pour fonction de faire passer la pilule de la fermeture de la raffinerie ! Pour les élections, le Parti communiste français propose la mise en place de « fonds régionaux pour l'emploi et la formation », chargés de « définir des objectifs sociaux chiffrés de recul du chômage, de création d'emplois » région par région.

Mais les travailleurs de la raffinerie des Flandres exigent le redémarrage pour maintenir tous les emplois. Pourquoi les dirigeants du PS et du PCF refusent-ils de dire clairement : aucune suppression d'emploi, retrait du plan, redémarrage ? Pourquoi tournent-ils le dos à la renationalisation ? La seule issue serait-elle d'accompagner les plans de destruction d'emplois ? Certainement pas !

Les travailleurs français, pas plus que ceux de Grèce, d'Islande, d'Allemagne ou d'Italie, ne veulent pas se voir imposer la régression sociale généralisée au compte des multinationales et des fonds de pension. La lutte contre la privatisation, pour la nationalisation et la renationalisation, pour l'interdiction des licenciements, est plus que jamais à l'ordre du jour.

La forte abstention pronostiquée par les commentateurs pour l'élection régionale exprimera une exigence de rupture : rupture avec la politique du gouvernement Sarkozy au service des licenciements et des spéculateurs, rupture donc, aussi, avec le consensus qui, dans tous les domaines, découle de l'acceptation du cadre de l'Union européenne.

Au-delà de l'élection régionale, qui n'ouvrira aucune issue, cette exigence devra bien s'imposer. N'en déplaie au Monde, le peuple islandais semble bien proche aux travailleurs français (et de toute l'Europe) ces jours-ci...